Rapport Annuel du Curateur Public

pour la période du 1er avril 1972 au 31 mars 1973

102-00787/

Québec, 5 juillet 1973

Son honneur le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Hugues Lapointe, c.p., c.r.
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,
J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport de la Curatelle publique du Québec pour l'année 1972/73.

Veuillez agréer, monsieur le Lieutenant-gouverneur, l'hommage de mon profond respect.

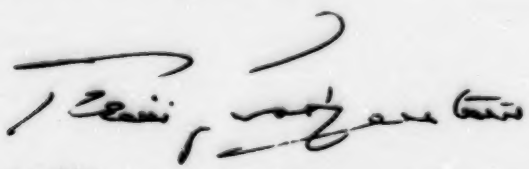
Ministre

Montréal, 28 juin 1973

Monsieur Oswald Parent
Ministre d'Etat aux Finances
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,
Je vous fais parvenir le rapport annuel de la Curatelle publique du Québec; ce rapport, conformément à l'article 40 de la loi, chapitre 81, 1971 doit être présenté au Ministre d'Etat des Finances pour être ensuite déposé devant l'Assemblée nationale.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.



Curateur public

La Curatelle publique, un organisme du gouvernement du Québec régi par la Loi de la Curatelle publique (chap. 81, L.Q. 1971) sanctionnée le 4 juin 1971 et dont la promulgation remonte au 1er juin 1972, est sous la direction du Curateur public.

Le Curateur public est chargé d'administrer les biens des malades mentaux, les biens sans maître, les biens confisqués et les biens en déshérence. De plus, il exerce une surveillance sur l'administration des curateurs privés et des tuteurs assurant ainsi la protection des droits des incapables au sens du Code civil.

Au Québec, les lois sociales progressent au rythme de notre siècle et l'accent est placé de plus en plus sur l'aspect humain des problèmes.

Notre objectif tend non seulement à maintenir la protection donnée, mais aussi à l'adapter aux exigences auxquelles chacun est confronté de nos jours.

L'exercice financier de l'année 1972-73 a été marqué plus spécialement par l'application de la nouvelle loi. De là, découlent des responsabilités accrues pour la Curatelle publique dans les domaines suivants:

L'administration des biens

La juridiction du Curateur public s'étend maintenant aux patients incapables d'administrer leurs biens, indépendamment de la cure appliquée. Ainsi, depuis la mise en force de la nouvelle loi, nos administrés proviennent de tous les centres hospitaliers publics du Québec, alors qu'antérieurement seuls ceux des hôpitaux psychiatriques avaient cette protection.

Comme l'indique les états financiers pour l'exercice se terminant le 31 mars 1973, l'actif des biens administrés par la Curatelle publique a atteint la somme de $24,950,318, soit une augmentation d'environ 30% par rapport à la période précédente qui avait déjà connu une augmentation de 24%.

Devant cette évolution rapide de l'administration des biens, une restructuration du service s'imposait. Le Curateur public, afin d'assumer pleinement ses responsabilités, a instauré un système de gestion par fiduciaires. Cette centralisation administrative est des plus heureuse et permettra d'atteindre ce contrôle idéal recherché et nécessaire pour une saine administration de tous les dossiers.

Beaucoup de facteurs, tels que l'application de nouvelles lois sociales au Québec, le programme d'information que fait la Curatelle publique de sa propre Loi auprès des professionnels de la santé et du grand public, permettent d'entrevoir un accroissement encore plus considérable des biens à administrer dans les années à venir.

Surveillance de l'administration des curateurs privés et tuteurs

Ce service a vu le jour au cours du présent exercice financier et a connu une évolution rapide.

Ainsi, des rencontres ont été organisées avec les protonotaires de tous les districts judiciaires de la province afin de leur expliquer les buts et les implications de la nouvelle loi et d'obtenir leur collaboration dans l'acheminement de copie de tous les jugements prononcés depuis 20 ans.

A la suite de la réception des jugements, des demandes d'inventaires ont été envoyées à quelque 21,000 curateurs privés et tuteurs. Ces derniers ont répondu dans une proportion de plus de 30%. Ce résultat est très encourageant si l'on tient compte du fait qu'un grand nombre de curateurs privés et tuteurs avaient oublié leur nomination.

La mise en place du secteur de la vérification des inventaires notariés et des rapports annuels soumis par les curateurs privés et les tuteurs est, cependant, assujettie à la restructuration définitive de la Curatelle publique. En effet, le nombre considérable des rapports à analyser et les interventions nécessaires pour corriger les anomalies décelées, demandent une équipe plus nombreuse, tant au niveau de la vérification que des études spéciales.

La restructuration de la Curatelle publique

Une nouvelle structure rationnelle et décentralisée, favorisant une réalisation plus efficace des programmes de la Curatelle publique est actuellement en préparation.

Sa mise en place définitive permettra au personnel de développer son initiative et d'assumer ses responsabilités au maximum.

L'organigramme qui suit fait ressortir clairement que, sous l'autorité du Curateur public, les deux services d'opération: Administration des biens et Surveillance de l'administration des curateurs privés et tuteurs fonctionneront séparément tout en étant appuyés par les mêmes services administratifs.

Cette année, nous avons instauré, au niveau des services administratifs, les secteurs suivants: communications; normes et procédures; régie interne, et en collaboration avec le Centre de traitement électronique des données du Québec (C.T.E.D.), le traitement électronique des données pour les transactions financières de nos administrés.

Le personnel de la Curatelle publique a accompli un travail considérable et les résultats obtenus sont une preuve éloquente de son intérêt et de son esprit d'initiative, surtout si l'on tient compte que les effectifs sont restés inchangés malgré une augmentation très marquée du volume de nos opérations.

Dans un projet préliminaire de restructuration présenté aux autorités compétentes, nous avons exposé nos difficultés et proposé une réorganisation qui, à notre avis, saura apporter une solution adéquate à nos besoins.

Curateur public	Me Rémi Lussier, Notaire
Administration des biens	
Directeur du service:	M. Lionel Forgue
Chef fiduciaire:	M. Gilles Marchildon
Chef des unités techniques:	M. Claude Allard
Surveillance de l'administration des curateurs privés et tuteurs	
Directeur du service:	M. Yvon Desjardins, c.a.
Chef vérificateur:	M. Pierre Fournel
Services administratifs et de soutien	
Directeur du service:	M. Jean-Paul Forest
Chef des communications:	M. Yves Carbonneau
Chef comptable:	M. Denys Baudouin
Service juridique	
Directeur du service:	Me Pierre Beaudoin, Notaire

Commentaires sur le rapport annuel du Curateur public

États financiers

La nouvelle loi de la Curatelle publique a apporté un changement majeur à la présentation des états financiers, soit: l'addition d'un fonds appelé "Fonds du Curateur public", qui représente $367,423.

Le fonds sous administration collective se chiffre à $19,842,048 et celui du fonds sous administration nominative à $4,740,847, le tout représentant l'administration de biens s'élevant à $24,950,318, comparativement à $19,231,553 au 31 mars 1972.

Fonds du Curateur public

Ce fonds qui permet de consentir des avances aux administrés en vue de sauvegarder leur patrimoine provient des honoraires que le Curateur public perçoit de sa gestion.

L'excédent des revenus sur les dépenses de $292,502 sera versé au Fonds consolidé du revenu de la province au début de l'exercice financier 1973-74.

Les honoraires nets du Curateur public pour l'administration des biens sont passés de $398,670 à $545,188, soit 36.75% d'augmentation en valeur absolue. Si l'on compare avec les sommes totales administrées, soit $19,231,553 au 31 mars 1972 et $24,950,318 au 31 mars 1973, les honoraires qui représentaient 2.07% de la valeur totale administrée au 31 mars 1972, représentent au 31 mars 1973 un taux de 2.19%. Cette augmentation provient du fait que le tarif en vigueur depuis 1951 fut également changé avec l'adoption de la nouvelle loi. Près de 10% des revenus totaux de la Curatelle publique, soit $62,431, proviennent du service de la Surveillance de l'administration des curateurs privés et tuteurs.

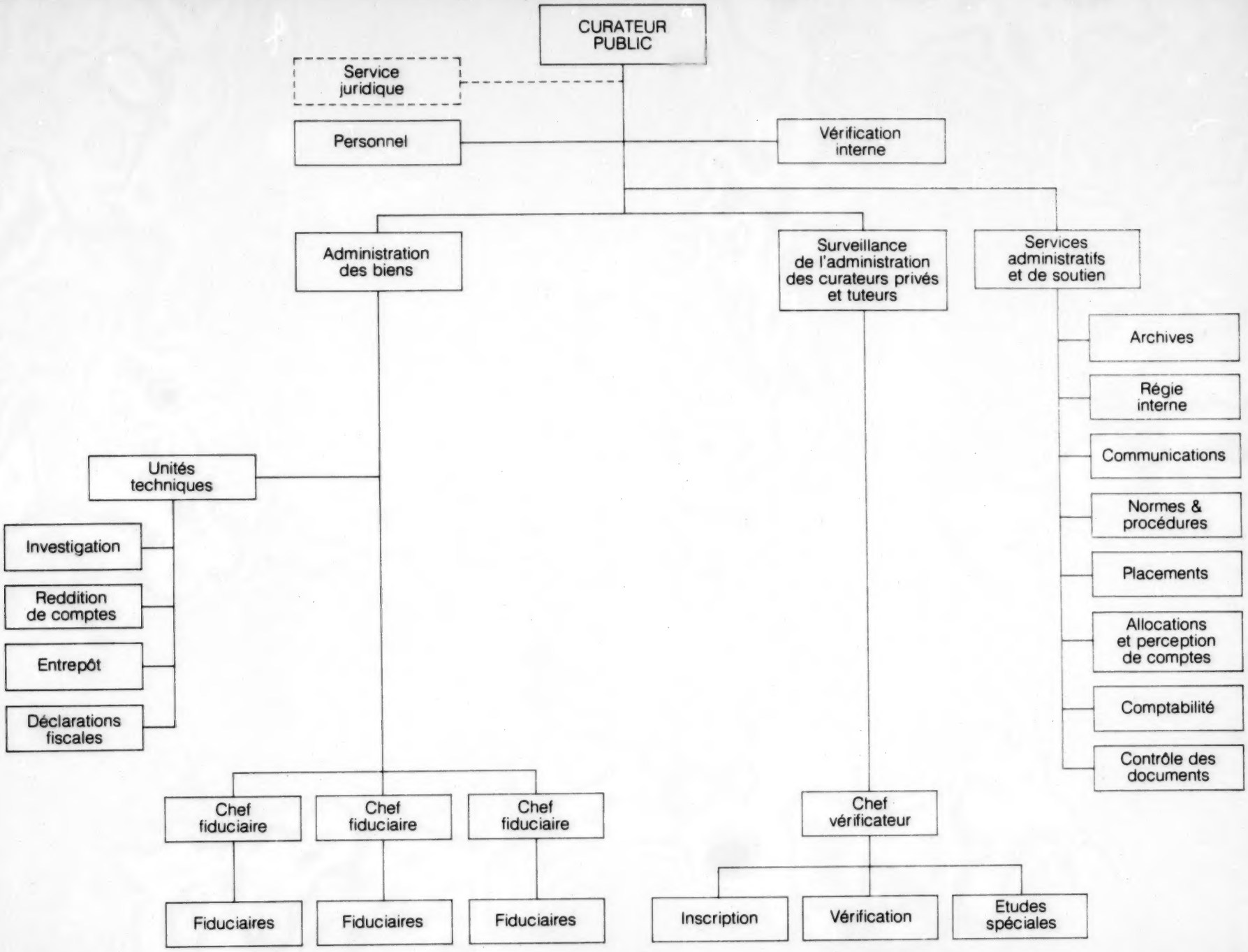
Fonds sous administration collective

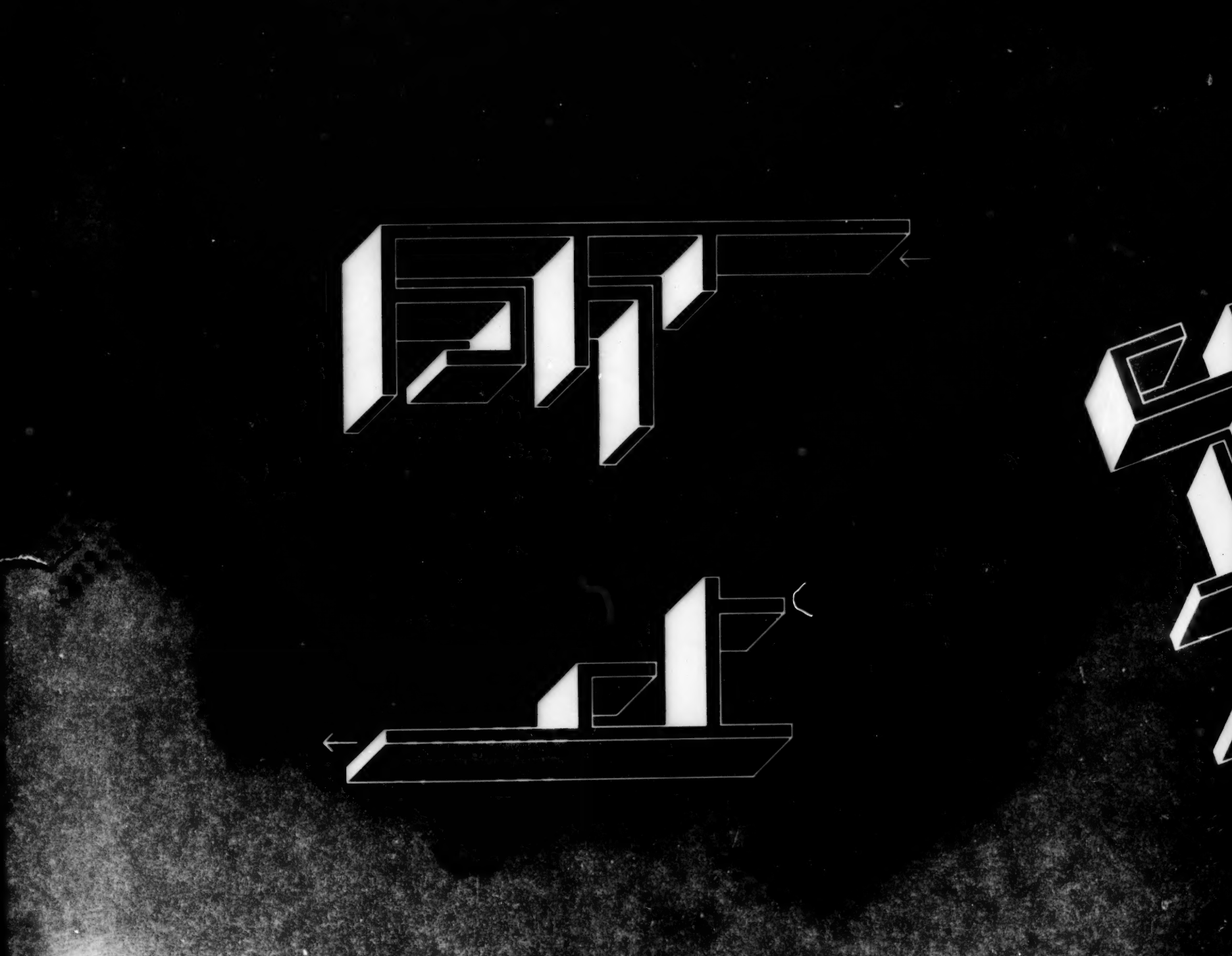
Le fonds sous administration collective a augmenté de $5.1 millions, soit plus de 25% au cours du dernier exercice financier. Cette augmentation se répartit comme suit: comptes de curatelles: $3.8 millions; successions vacantes: $0.6 millions; administrations réglées: $0.2 millions; excédent des revenus de placements à distribuer: $0.5 millions.

La politique de placement est la même qu'antérieurement, c'est-à-dire de constituer un portefeuille unique liquide à même les deniers disponibles.

Fonds sous administration nominative

Le fonds sous administration nominative a subi une légère variation avec l'année précédente et le détail des actifs est présenté aux états financiers.


CURATEUR PUBLIC
Service juridique
Personnel
Vérification interne
Administration des biens
Surveillance de l'administration des curateurs privés et tuteurs
Services administratifs et de soutien
Archives
Régie interne
Communications
Normes & procédures
Placements
Allocations et perception de comptes
Comptabilité
Contrôle des documents
Unités techniques
Investigation
Reddition de comptes
Entrepôt
Déclarations fiscales
Chef fiduciaire
Chef fiduciaire
Chef fiduciaire
Fiduciaires
Fiduciaires
Fiduciaires
Chef vérificateur
Inscription
Vérification
Etudes spéciales



LA CURATELLE PUBLIQUE
FONDS DU CURATEUR PUBLIC
BILAN AU 31 MARS 1973

ACTIF

ENCAISSE		$292.474
AVANCES AUX ADMINISTRÉS		
Comptes de Curatelles	$ 34.567	
Comptes de Successions vacantes	39.394	73.961
AVANCES POUR DÉPENSES ENCOURUES		937
FRAIS PAYÉS D'AVANCE		51
		$367.423

PASSIF

DÛ AU MINISTÈRE DES FINANCES			
Solde au 31 mars 1972	$ 61.213		
Plus: Ajustement des années antérieures	246		
	61.459		
Ajouter: Excédent des revenus sur les dépenses	550.439	$611.898	
Déduire: Remises de la période		319.396	$292.502
RÉSERVES			
Pour avances aux administrés		73.961	
Pour avances—dépenses encourues		937	
Pour frais futurs		23	74.921
			$367.423

LA CURATELLE PUBLIQUE
FONDS DU CURATEUR PUBLIC
ÉTAT DES RECETTES ET DÉBOURSÉS
POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 1972 AU 31 MARS 1973

Solde en caisse au 1er avril 1972		$ 61.213	
Plus: Ajustement des années antérieures		246	$ 61.459
RECETTES			
Honoraires		607.619	
Remboursement de dépenses (Voir état des revenus et dépenses)		17.607	
Intérêts sur avances aux administrés		111	
Pancartes		75	625.412
			686.871
DÉBOURSÉS			
Avances aux administrés			
Curatelles	$ 34.567		
Successions vacantes	39.394	73.961	
Avances—dépenses encourues		937	
Pancartes		103	
Ministère des Finances		319.396	394.397
SOLDE EN CAISSE AU 31 MARS 1973			$292.474

LA CURATELLE PUBLIQUE
FONDS DU CURATEUR PUBLIC
ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES
POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 1972 AU 31 MARS 1973

REVENUS			
HONORAIRES			
Administration de biens	$586,957		
Moins: Renonciations	41,769	$545,188	
Curatelles privées et tutelles			
Ouverture de dossiers	41,573		
Inventaire du début	20,813		
Vérification	45	62,431	
INTÉRÊTS SUR AVANCES AUX ADMINISTRÉS		111	
PANCARTES		23	
REMBOURSEMENT DE DÉPENSES			
Frais d'investigations	15,190		
Frais d'inspection	1,698		
Frais postaux	124		
Téléphones	595	17,607	$625,360
DÉPENSES			
RÉSERVES			
Pour avances aux administrés		73,961	
Pour avances—dépenses encourues		937	
Pour frais futurs		23	74,921
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			$550,439

LA CURATELLE PUBLIQUE
FONDS DU CURATEUR PUBLIC
DÛ AU MINISTÈRE DES FINANCES
AU 31 MARS 1973

Solde au 1er avril 1972	$ 61,213	
Plus: Ajustement des années antérieures	246	$ 61,459
Revenus du 01-04-72 au 31-03-73		
Honoraires		545,188
Déduire: Soldes débiteurs—administrés	(73,961)	
Avances—dépenses encourues	(937)	(74,898)
Intérêts sur avances aux administrés		111
NET		531,860
Frais postaux	124	
Frais d'investigations	15,190	
Frais d'inspection	1,698	
Téléphones	595	
Papeterie	—	17,607
Curatelles privées et tutelles		
Honoraires—ouverture de dossiers	41,573	
Honoraires—inventaire du début	20,813	
Honoraires—vérification	45	62,431
TOTAL		611,898
Déduire: Remises de la période		319,396
Solde dû au Ministère des Finances au 31 mars 1973		$292,502

LA CURATELLE PUBLIQUE
FONDS SOUS ADMINISTRATION COLLECTIVE
BILAN AU 31 MARS 1973

ACTIF

Encaisse	$ 219,604
Comptes à recevoir — administrés	73,961
Obligations (coût plus amortissement de l'escompte, valeur nominale $19,427,500)	18,807,389
Certificats de dépôts	300,000
Intérêts courus à recevoir	441,094
	$19,842,048

PASSIF

Dû au Fonds du Curateur public	$ 73,961	
Comptes à payer	187,277	
Depôts sur offres d'achat	17,566	$ 278,804
Comptes sous administration:		
Curatelles	13,630,475	
Successions vacantes	1,999,034	
Administrations réglées	2,768,123	
Excédent des revenus de placements à distribuer	1,165,612	19,563,244
		$19,842,048

La curatelle publique

Rapport du vérificateur

Conformément à la Loi de la Curatelle Publique, chapitre 81 (sanctionnée le 4 juin 1971), nous avons examiné le bilan de LA CURATELLE PUBLIQUE au 31 mars 1973 et l'état des revenus gagnés pour le compte du Ministère des Finances et pour le compte des administrés, au cours de l'année terminée à cette date.

Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables et tels sondages des livres et pièces documentaires et autres preuves à l'appui qui ont été considérés nécessaires dans les circonstances.

Le fonds nominatif n'est pas assujetti à un contrôle comptable centralisé et de plus, les transactions y sont enregistrées sur base d'encaissements et de déboursés. Ce fonds n'inclut pas les valeurs de rachat des polices d'assurance-vie.

Les dépenses administratives de LA CURATELLE PUBLIQUE sont acquittées directement par le Gouvernement du Québec et par conséquent, leur examen relève du vérificateur général de la province. Des revenus bruts d'honoraires au montant de $607,619.00 ont été perçus pour l'année, dont $319,396.00 furent remis à la province (Fonds du Curateur public — Etat des Recettes et Déboursés. Page 9).

Sujet à ce qui précède, le bilan et l'état des revenus gagnés ci-joints présentent la situation financière de LA CURATELLE PUBLIQUE au 31 mars 1973 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Le directeur général du service de l'inspection
Signé: G. A. Prenovost
(GEORGES A. PRENOVOST,c.a.)

Montréal, le 28 juin 1973

LA CURATELLE PUBLIQUE
FONDS SOUS ADMINISTRATION COLLECTIVE
ÉTAT DES REVENUS DE PLACEMENTS À DISTRIBUER
AU 31 MARS 1973

Solde au 1er avril 1972	$ 656,510	
Plus: Ajustement des années antérieures	864	$ 657,374
REVENUS GAGNÉS DU 01-04-72 AU 31-03-73		
Intérêts sur obligations	1,259,041	
Intérêts sur certificats de dépôts	19,905	
Amortissement de l'escompte sur obligations	55,486	
Profit sur ventes d'obligations	3,181	1,337,613
		1,994,987
DÉPENSES		
Commissions sur coupons et garde de valeurs	24,468	
Honoraires du Curateur public	65,091	89,559
		1,905,428
DÉDUIRE		
Montant crédité aux administrés au cours de la période du 01-04-72 au 31-03-73		739,816
SOLDE AU 31 MARS 1973		$1,165,612

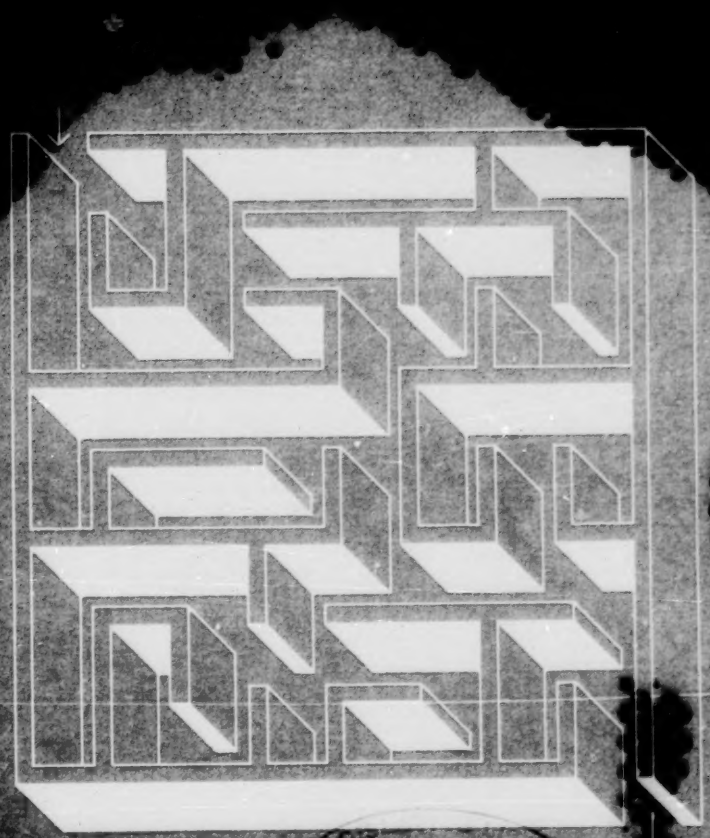
LA CURATELLE PUBLIQUE
FONDS SOUS ADMINISTRATION NOMINATIVE
BILAN AU 31 MARS 1973

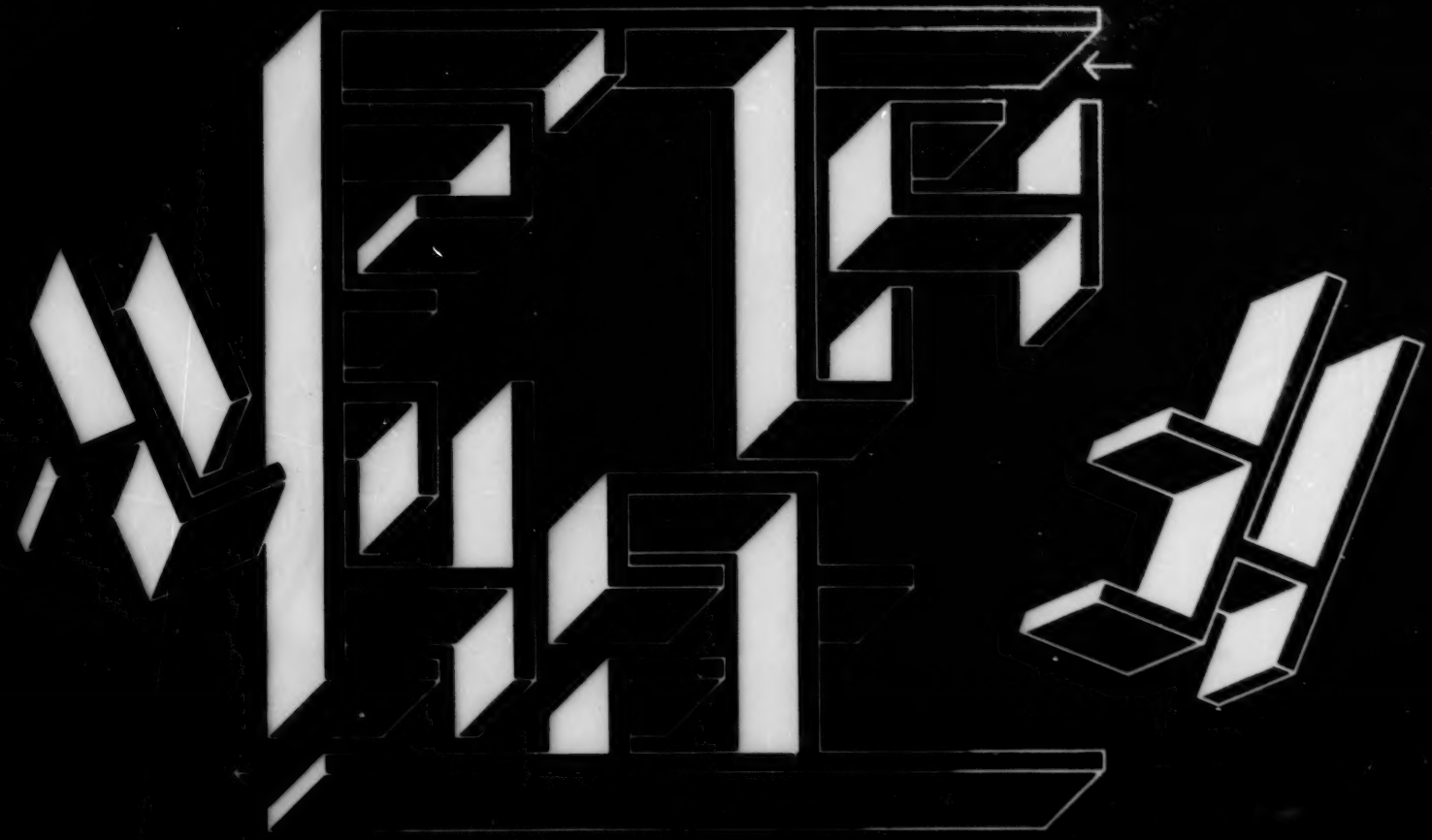
ACTIF		
Encaisse		$ 73,455
Obligations (valeur nominale)		1,963,741
Certificats de dépôts		118,056
Billets à recevoir		48,689
Actions (valeur du marché)		786,637
Hypothèques à recevoir		193,079
Immeubles (valeur municipale)	$1,583,010	
Moins: hypothèques à payer	131,043	1,451,967
Biens en entrepôt (valeur marchande)		61,914
Automobiles (valeur marchande)		43,309
		$4,740,847
PASSIF		
Valeur globale des biens sous administration nominative		$4,740,847
		$4,740,847

Que
Curat
pub

The Public Curator's Annual Report

for the period from April 1st 1972 to March 31st 1973





Québec, July 5th 1973

The Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C.
Lieutenant-Governor of Québec
Parliament Buildings
Québec

Mr. Lieutenant-Governor,
It is my pleasure to submit to you the Québec Public Curatorship Report for the year 1972/73.

Yours respectfully,

Minister

LEGISLATIVE LIBRARY
WITHDRAWN
JAN 1 1974
RECEIVED

Montréal, June 28th 1973

Mr. Oswald Parent
State Minister of Finance
Parliament Buildings
Québec

Mr. Minister,
I am sending you the Annual Report of the Québec Public Curatorship; said report, in accordance with Section 40 of the Act, Chapter 81, 1971 must be submitted to the State Minister of Finance and then laid before the National Assembly.

Yours respectfully,

Public Curator

Only issue / for later see PROFILE

The Public Curatorship is a Québec Government body governed by the Public Curatorship Act (chapter 81, Québec Statutes 1971) assented to on June 4th 1971 and proclaimed on June 1st 1972. Same is under the direction of the Public Curator.

The Public Curator is responsible for administering the property of mental patients, property without an owner, confiscated property and property devolving to the Crown in default of heirs. Moreover, he supervises the administration of private curators and tutors, thus protecting the rights of those declared, by the Court, incapable of administering their property.

In the Province of Québec, social laws progress at the rythm of our century and the accent is placed on the human aspect of the problems.

Our aim tends not only on maintaining the protection given but also to adapt it to new requirements with which is faced modern man.

The fiscal year 1972-73 has been marked more especially by the application of the new Act, from which derive accrued responsibilities for the Public Curatorship in the following fields:

Administration of Property

The jurisdiction of the Public Curator now extends to all patients incapable of administering their estate whether treated in or out of any public hospital centre. Since the enactment of the new Act, the persons under the jurisdiction of the Public Curator originate from all public hospital centres whereas before only psychiatric hospital centres were concerned.

As shown in the financial statements for the year ended March 31st 1973. The assets of the estates administered by the Public Curatorship total up to $24,950,318 representing an increase of approximately 30% over the preceding period which had already shown an increase of 24%.

Following this rapid growth of the administration of estates; a new structure of this department was called for. The Public Curator, in order to fully assume his responsibilities, has set up a system of administration through estate officers.
This efficient centralisation will permit to achieve the control necessary for a sound administration of all files.

Many factors, such as the application of new social acts voted in the Province of Québec, and also the information program made by the Public Curatorship of its own Act towards health professionals and the general public permit to foresee a larger increase of estates to administer in the coming years.

Supervision over the Administration of Private Curators and Tutors

This department was created during the present fiscal year and has developed rapidly.

Meetings were organized with the Prothonotaries of all judicial districts of the Province of Québec to explain the aims and implications of the new Act and obtain their cooperation by forwarding us copy of all judgments rendered 20 years back.

Upon receipt of judgments, requests for inventories were mailed to some 21,000 private curators and tutors. More than 30% answered our request. This result is very encouraging if we take into account the fact that a great number had forgotten their appointment as private curators or tutors.

The setting up of an auditing section for notarial inventories and annual reports submitted by private curators and tutors is, however, subordinate to the final structure of the Public Curatorship. As a matter of fact, the considerable amount of reports to be analysed and the interventions necessary to rectify the revealed anomalies call for a larger team both for auditing and special studies.

The Structure of the Public Curatorship

A rational and decentralized structure promoting a more efficient achievement of programs of the Public Curatorship is actually under preparation.

Its application will enable all personnel to develop its initiative and assume its responsabilities at a maximum.

The following organizational chart clearly demonstrates that under the authority of the Public Curator the two operational services: Administration of Estates and Supervision over the Administration of Private Curators and Tutors, will function separately although supported by the same administrative services.

This year, we have set up, at the level of administrative services, the following sections: Communications; Norms and Procedures; Internal Administration and, in cooperation with "Le Centre de traitement électronique des données du Québec" (C.T.E.D.), the electronical data processing of the financial transactions for persons under our jurisdiction.

The personnel of the Public Curatorship has put up an enormous amount of work and the results obtained eloquently prove its interest and initiative especially if we take into account that the number of employees has remained unchanged in spite of an appreciable increase in volume of our operations.

In a preliminary project of modifications of our structure filed with the proper authorities, we have outlined our difficulties and suggested a reorganization which, in our opinion, would bring an adequate solution to our needs.

Public Curator	Me Rémi Lussier, Notary
Administration of Estates	
Administrator:	Mr. Lionel Forgue
Senior Estate Officer:	Mr. Gilles Marchildon
Supervisor of Technical Units:	Mr. Claude Allard
Supervision over the Administration of Private Curators and Tutors	
Administrator:	Mr. Yvon Desjardins, C.A.
Chief Auditor:	Mr. Pierre Fournel
Support and Administrative Services	
Administrator:	Mr. Jean-Paul Forest
Chief of Communications:	Mr. Yves Carbonneau
Chief Accountant:	Mr. Denys Baudouin
Legal Department	
Chief Legal Advisor:	Me Pierre Beaudoin, Notary

Comments on the Public Curator's Annual Report

Financial statements

The new Public Curatorship Act has brought one major change in the presentation of the financial statements, that is: the addition of a fund called "The Public Curator's Fund" which represents $367,423.

The Fund under Collective Administration amounts to $19,842,048 and the Fund under Individual Administration to $4,740,847 representing a total administration of $24,950,318 compared with $19,231,553 as at March 31st 1972.

The Public Curator's Fund

This fund, which permits to grant advances to those under the jurisdiction of the Public Curator in order to safeguard their patrimony, comes from the fees collected for his administration.

The excess of revenue over expenses amounts to $292,502 and will be transferred into the Consolidated Revenue Fund of the Province at the beginning of the fiscal year 1973-74.

The net fees of the Public Curator for the administration of estates have increased from $398,670 to $545,188, that is 36.75% in absolute terms if we compare with the total sums administered that is $19,231,553 as at March 31st 1972 and $24,950,318 as at March 31st 1973, the fees which represented 2.07% of the total value administered as at March 31st 1972, now represent a rate of 2.19% as at March 31st 1973. This increase derives from the fact that the tariff in force since 1951 has also been revised with the adoption of the new Act. Close to 10% of the total revenue of the Public Curatorship, that is $62,431 originate from the Department of Supervision over the Administration of Private Curators and Tutors.

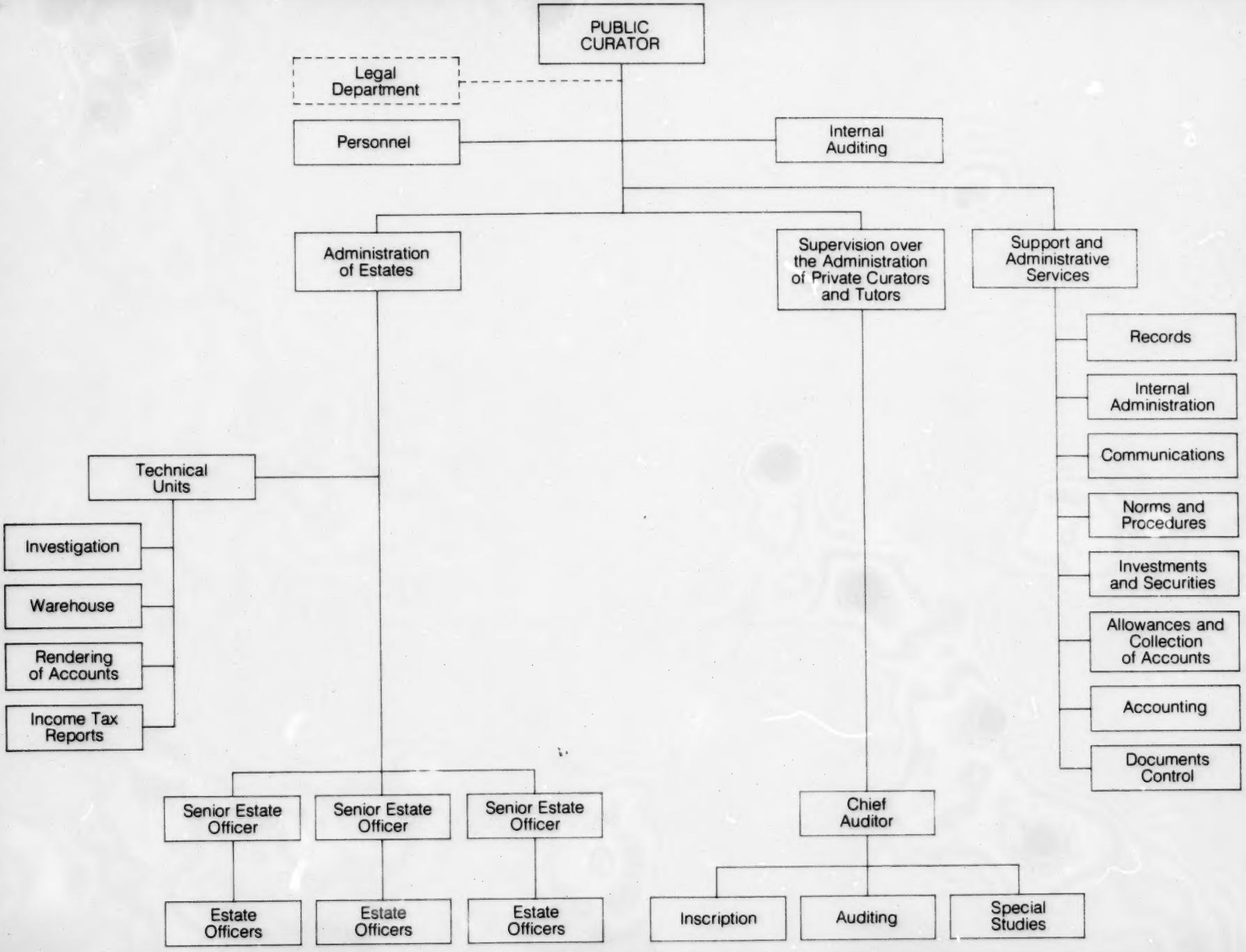
Fund under Collective Administration

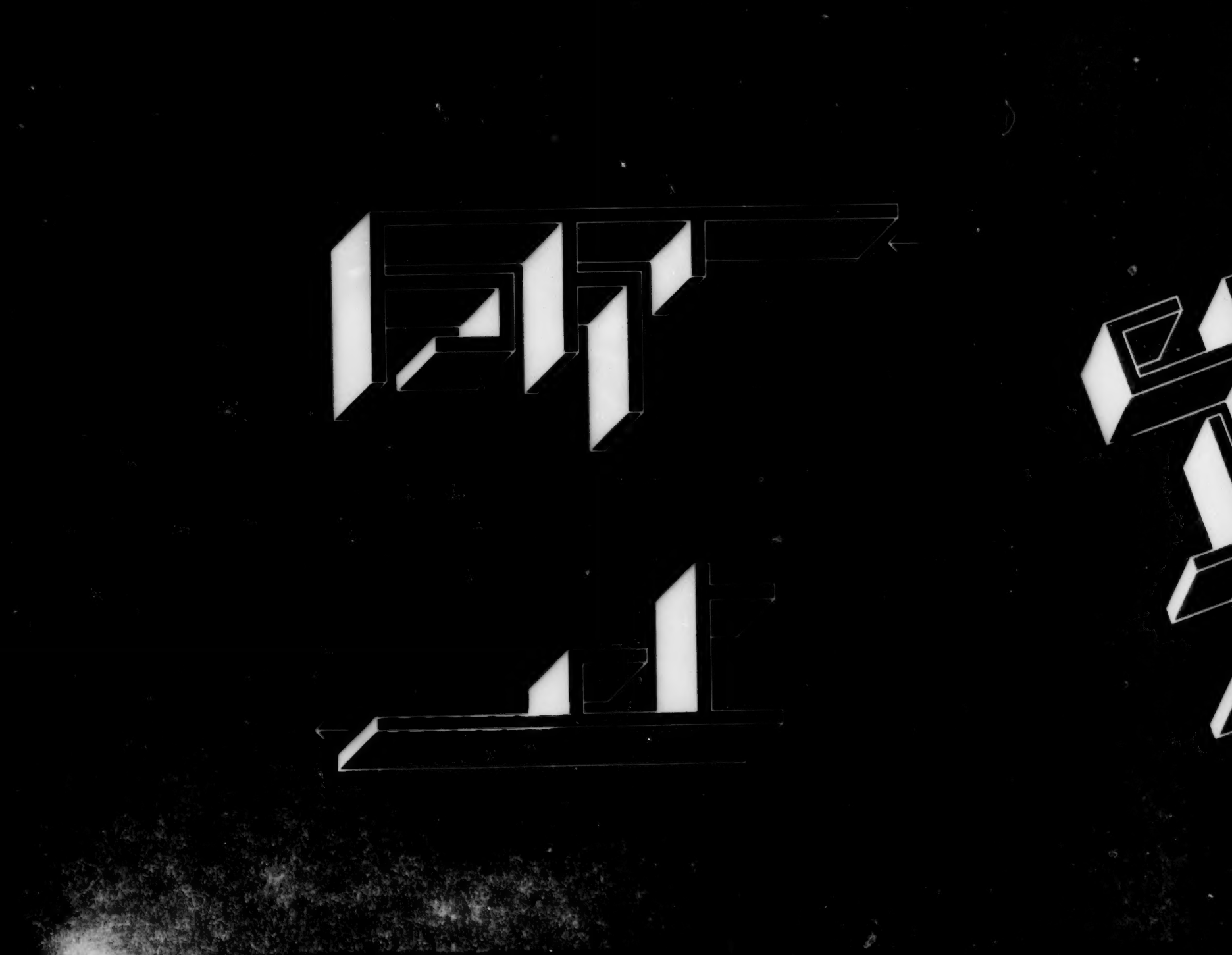
The Fund under Collective Administration has known an increase of $5.1 million, that is more than 25% in the course of the last fiscal year. This increase is distributed as follows: curatorships: $3.8 million; vacant estates: $0.6 million; settled estates: $0.2 million; excess of investment revenue to be distributed: $0.5 million.

The investment policy is the same: as previously. This Fund is constituted of one portfolio.

Fund under Individual Administration

The Fund under Individual Administration has undergone a slight variation over the preceding year and the detail of assets is presented in the financial statements.


PUBLIC CURATOR
Legal Department
Personnel
Internal Auditing
Administration of Estates
Supervision over the Administration of Private Curators and Tutors
Support and Administrative Services
Records
Internal Administration
Communications
Norms and Procedures
Investments and Securities
Allowances and Collection of Accounts
Accounting
Documents Control
Technical Units
Investigation
Warehouse
Rendering of Accounts
Income Tax Reports
Senior Estate Officer
Senior Estate Officer
Senior Estate Officer
Chief Auditor
Estate Officers
Estate Officers
Estate Officers
Inscription
Auditing
Special Studies



THE PUBLIC CURATORSHIP
THE PUBLIC CURATOR'S FUND
BALANCE SHEET
AS AT MARCH 31st 1973

ASSETS			
CASH			$292,474
ADVANCES TO ESTATES			
Curatorships' accounts		$ 34,567	
Vacant estates' accounts		39,394	73,961
ADVANCES FOR INCURRED EXPENSES			937
PREPAID EXPENSES			51
			$367,423
LIABILITIES			
DUE TO THE FINANCE DEPARTMENT			
Balance as at March 31st 1972	$ 61,213		
Plus: Adjustment for previous years	246		
	61,459		
Add: Excess of revenues over expenses	550,439	$611,898	
Deduct: Remittances for the period		319,396	$292,502
RESERVES			
Advances to estates		73,961	
Advances for incurred expenses		937	
For future expenses		23	74,921
			$367,423

THE PUBLIC CURATORSHIP
THE PUBLIC CURATOR'S FUND
STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS
FOR THE PERIOD FROM APRIL 1st 1972 TO MARCH 31st 1973

Cash as at April 1st 1972		$ 61,213	
Plus: Adjustment for previous years		246	$ 61,459
RECEIPTS			
Fees		607,619	
Reimbursement of expenses (See Statement of Revenues and Expenses)		17,607	
Interest on advances to estates		111	
Placards		75	625,412
			686,871
DISBURSEMENTS			
Advances to estates			
Curatorships	$ 34,567		
Vacant estates	39,394	73,961	
Advances—incurred expenses		937	
Placards		103	
Finance Department		319,396	394,397
CASH AS AT MARCH 31st 1973			$292,474

THE PUBLIC CURATORSHIP
THE PUBLIC CURATOR'S FUND
STATEMENT OF REVENUES AND EXPENSES
FOR THE PERIOD FROM APRIL 1st 1972 TO MARCH 31st 1973

REVENUES			
FEES			
Administration of property	$586,957		
Less: Renunciations	41,769	$545,188	
Private Curatorships and Tutorships			
Opening of files	41,573		
First inventory	20,813		
Auditing	45	62,431	
INTEREST ON ADVANCES TO ESTATES		111	
PLACARDS		23	
REIMBURSEMENT OF EXPENSES			
Investigation charges	15,190		
Inspection charges	1,698		
Postal charges	124		
Telephone	595	17,607	$625,360
EXPENSES			
RESERVES			
Advances to estates		73,961	
Advances for incurred expenses		937	
For future expenses		23	74,921
EXCESS OF REVENUES OVER EXPENSES			$550,439

THE PUBLIC CURATORSHIP
THE PUBLIC CURATOR'S FUND
DUE TO THE FINANCE DEPARTMENT
AS AT MARCH 31st 1973

Balance as at April 1st 1972	$ 61,213	
Plus: Adjustment for previous years	246	$ 61,459
Revenues from 04-01-72 to 03-31-73		
Fees		545,188
Deduct: Debit balances to estates	(73,961)	
Advances—incurred expenses	(937)	(74,898)
Interest on advances to estates		111
NET BALANCE		531,860
Postal charges	124	
Investigation charges	15,190	
Inspection charges	1,698	
Telephone	595	
Stationery	—	17,607
Private curatorships and tutorships		
Fees—opening of files	41,573	
Fees—first inventory	20,813	
Fees—auditing	45	62,431
TOTAL		611,898
Deduct: Remittances for the period		319,396
Balance due to the Finance Department as at March 31st 1973		$292,502

THE PUBLIC CURATORSHIP
FUND UNDER COLLECTIVE ADMINISTRATION
BALANCE SHEET AS AT MARCH 31st 1973

ASSETS		
Cash		$ 219,604
Accounts receivable— estates		73,961
Bonds (cost plus amortization of discount, face value $19,427,500)		18,807,389
Deposit certificates		300,000
Accrued interest receivable		441,094
		$19,842,048

LIABILITIES		
Due to the Public Curator's Fund	$ 73,961	
Accounts payable	187,277	
Deposits on offers to purchase	17,566	$ 278,804
Accounts under administration:		
Curatorships	13,630,475	
Vacant estates	1,999,034	
Settled estates	2,768,123	
Excess of investment revenues to be distributed	1,165,612	19,563,244
		$19,842,048

The Public Curatorship

Auditor's Report

In accordance with the Public Curatorship Act, chapter 81 (sanctioned June 4th, 1971), we have examined the balance sheet of the Public Curatorship as at March 31st 1973 and the statement of revenue earned for the account of the Department of Finance and for the accounts of those administered by the Public Curator during the year ended on that date.

Our examination included a general review of the accounting procedures and such study of accounting records and supporting evidence as we considered necessary in the circumstances.

The funds under individual administration are not subject to a central accounting control system. In addition, the transactions are recorded on a cash basis. These funds do not include the surrender values of life insurance policies.

The administrative expenditures of THE PUBLIC CURATORSHIP are paid directly by the Government of Québec and, consequently, the Auditor-General of the Province is responsible for their examination. Fees in the amount of $607,619.00 were collected during the year, $319,396.00 of which were remitted to the Province (The Public Curator's Fund— Statements of Receipts and Disbursements. Page 9).

Subject to the foregoing remarks, the accompanying balance sheet and statement of earned revenue present the financial position of THE PUBLIC CURATORSHIP as at March 31st 1973, as well as the results of its operations for the year ended on that date, in accordance with generally accepted accounting principles.

General Director Inspection Service

Signed: G. A. Prenovost
(GEORGES A. PRENOVOST, C.A.)

Montréal, June 28th 1973

THE PUBLIC CURATORSHIP
FUND UNDER COLLECTIVE ADMINISTRATION
STATEMENT OF INVESTMENT REVENUES TO BE DISTRIBUTED
AS AT MARCH 31st 1973

Balance as at April 1st 1972	$ 656,510	
Plus: Adjustment of previous years	864	$ 657,374
REVENUES EARNED FROM 04-01-72 TO 03-31-73		
Interest on bonds	1,259,041	
Interest on deposit certificates	19,905	
Amortization of discount on bonds	55,486	
Profit on sale of bonds	3,181	1,337,613
		1,994,987
EXPENSES		
Safe custody of securities and commissions on coupons	24,468	
Fees paid to the Public Curator	65,091	89,559
		1,905,428
DEDUCT		
Amount credited to estates during the period from 04-01-72 to 03-31-73		739,816
BALANCE AS AT MARCH 31st, 1973		$1,165,612

THE PUBLIC CURATORSHIP
FUND UNDER INDIVIDUAL ADMINISTRATION
BALANCE SHEET AS AT MARCH 31st 1973

ASSETS		
Cash		$ 73,455
Bonds (face value)		1,963,741
Deposit certificates		118,056
Notes receivable		48,689
Shares (market value)		786,637
Mortgages receivable		193,079
Properties (municipal value)	$1,583,010	
Less: mortgages payable	131,043	1,451,967
Chattels in storage (market value)		61,914
Automobiles (market value)		43,309
		$4,740,847
LIABILITIES		
Total value of estates under individual administration		$4,740,847
		$4,740,847